

dépenses de la Maison du Roi & de la Reine, sur lesquelles il propose des retranchemens qui ne sauroient avoir lieu. Ensuite il traite des Ordres Religieux, il fait un plan pour réunir aux Domaines de la Couronne près de la moitié de leurs revenus. Mais ce plan n'est-il pas plus aisé à concevoir qu'à exécuter ? L'affaire du Consulat de Seville est aussi touchée assez sçavanment ; le défunt Marquis soutient que jamais le commerce ne prospérera qu'il ne soit entièrement aboli, ou resserré dans des bornes fort étroites. Il finit cette premiere partie par le Suprême Conseil des Indes, & soutient qu'il a autant besoin de reforme que le susdit Consulat. Nous aurons peut-être occasion dans la suite d'en dire davantage.

Les avis de Mr. de la Paz, comme on le sçait, ont été toujours fort goûtés. Il paroît à present qu'on a la même déference pour ceux de Mr. Patinho, qui commence à s'employer avec quelque zèle à conserver la bonne intelligence de l'Angleterre dont il sembloit jusqu'ici assez éloigné ; ses conférences assiduës avec le Ministre de cette Couronne le manifestent, & son application pour que les négociations qui sont sur le tapis tendans à un accommodement des troubles presens, ayent le succès qu'on pourroit en attendre, paroissent aussi le justifier. Mais de quelle maniere peut-on prétendre que cet accommodement puisse avoir lieu, si l'on concourt avec toutes les forces d'une Monarchie à se garantir les Etats conquis, ainsi qu'on le fait actuellement. Augmentation des forces de terre & de mer, déjà formidables, & dont le plan est jetté, mesures concertées avec la France & la Sardaigne, sans compter les intrigues secretes qu'on peut se dispenser de pénétrer ; tout cela ne justifie-t il point que le dessein de la Cour n'est point de travailler véritablement